AURIS GESTION

Lundi 12 octobre 2026

LE RENDEZ-VOUS DU LUNDI

CHAQUE LUNDI, RETROUVEZ NOTRE POINT DE VUE HEBDOMADAIRE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS ET L'ACTUALITÉ.



35 ans après le « discours du poulet » : d'un gallinacé à l'autre ?

L'annonce paraît spectaculaire : vendredi 9 octobre, Donald Trump a indiqué que la Russie allait fournir immédiatement aux marchés américain et mondial plus de 300 000 tonnes de diesel, avant d'autres livraisons dans les mois suivants.

Rapportées au marché américain, ces 300 000 tonnes représentent environ 2,25 millions de barils, soit moins de quinze heures de consommation nationale. Et les cargaisons doivent alimenter plusieurs marchés : pour en mesurer la portée, il faut donc les replacer à l'échelle mondiale (cf. le graphique de la semaine). La portée de l'annonce paraît donc moins résider dans les premières cargaisons que dans le choix politique qu'elles matérialisent.

Pour l'éclairer, remontons 35 ans en arrière.



Sébastien GRASSET
Directeur Général

Le 1er août 1991, George H. W. Bush prononçait devant le Parlement ukrainien un discours resté dans l'histoire sous le surnom de « Chicken Kiev speech », le « discours du poulet à la Kiev ». Il y appelait les Ukrainiens à se détourner du « nationalisme suicidaire ». Le 24 août, l'Ukraine proclamait pourtant son indépendance. Washington redoutait alors qu'une désintégration accélérée de l'URSS, puissance nucléaire, ne provoque violences et instabilité.

Le contexte de 2026 est certes différent. Le risque nucléaire reste néanmoins présent dans l'analyse américaine, qui identifie le danger d'un engrenage vers des hostilités directes avec la Russie. On ne peut s'empêcher de voir dans la politique de Donald Trump un écho à celle de George H. W. Bush. Une même interrogation demeure : comment défendre les intérêts américains tout en évitant qu'une confrontation avec Moscou ne devienne incontrôlable ?
Cette réflexion dépasse les présidents. Robert Gates, conseiller adjoint à la sécurité nationale de George H. W. Bush en 1991, puis secrétaire à la Défense sous George W. Bush et Barack Obama, avertissait encore en 2011 que le soutien américain à l'OTAN deviendrait difficilement soutenable si les États-Unis continuaient d'en supporter l'essentiel du poids.

L'accord sur le diesel peut répondre à plusieurs objectifs : détendre un marché énergétique tendu avant les élections de mi-mandat du 3 novembre, remettre des volumes russes sur le marché et, selon une lecture possible, réduire les tensions avec Moscou. L'annonce relève aussi d'une mise en scène politique, où l'effet d'affichage dépasse largement celui des volumes annoncés. Elle intervient aussi dans le prolongement du choc pétrolier provoqué par la guerre avec l'Iran : début octobre, les flux de brut à travers Ormuz ne représentaient plus que 74 % de leur niveau d'avant-guerre selon Kpler.

La dimension politique de cette séquence a encore été accentuée samedi, lorsque Donald Trump a estimé qu'il était temps pour l'Ukraine d'avoir « un nouveau président », suggérant un dirigeant capable de conclure un accord avec la Russie et laissant planer la menace d'un désengagement américain accru.

L'expérience européenne invite toutefois à la nuance. Depuis 2022, l'Union européenne a ramené la part du gaz russe dans ses importations de 45 % à 12 % en 2025 et celle du pétrole russe de 27 % à environ 2 %. Les sanctions européennes, portées par la Commission, laissent néanmoins subsister des flux russes. Au premier semestre 2026, 9,97 millions de tonnes de GNL de Yamal ont encore été livrées dans l'Union européenne. La comparaison avec les États-Unis a ses limites, mais elle montre combien les choix géopolitiques doivent composer avec la sécurité d'approvisionnement et les contraintes économiques.

Cette actualité intervient alors que les marchés actions résistent. La semaine dernière, le S&P 500 a ainsi progressé de 1,15 %.
Sur le Vieux Continent, le Stoxx Europe 600 a terminé la semaine presque inchangé. Les niveaux de taux restent, sans surprise, élevés.
Le 10 ans américain a clôturé lundi à 5,311 %, son plus haut niveau de clôture depuis avril 2002, avant de terminer vendredi à 5,244 %.
Le spread entre l'OAT et le Bund terminait la semaine dans une zone élevée, autour de 135 à 140 points de base.

La semaine qui s'ouvre pourrait tester cet équilibre. Mercredi 14 octobre sera publiée l'inflation américaine de septembre ; jeudi, les prix à la production, les ventes au détail et les inscriptions au chômage ; vendredi, la production industrielle. La saison des résultats va également s'accélérer, avec par exemple Goldman Sachs mardi, Bank of America et ASML mercredi, puis TSMC jeudi.

Washington continue, comme Moscou ou Pékin, de raisonner d'abord en fonction de ses propres intérêts. Pour l'Europe, la véritable question est désormais de définir les siens avec la même constance. Face à une géopolitique plus transactionnelle, des taux longs élevés et des marchés actions toujours aussi acheteurs d'avenir, l'enjeu n'est pas nécessairement de sortir du risque, mais de mieux le choisir : diversification, sélectivité et qualité de crédit.

Trente-cinq ans après le « Chicken Kiev », et à l'heure du « Trump always chickens out », le gallinacé change mais le doute demeure : recul ou Realpolitik ?

AURIS GESTION

Lundi 12 octobre 2026

LE RENDEZ-VOUS DU LUNDI

CHAQUE LUNDI, RETROUVEZ NOTRE POINT DE VUE HEBDOMADAIRE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS ET L'ACTUALITÉ.

PERFORMANCE DES MARCHÉS EN 2026

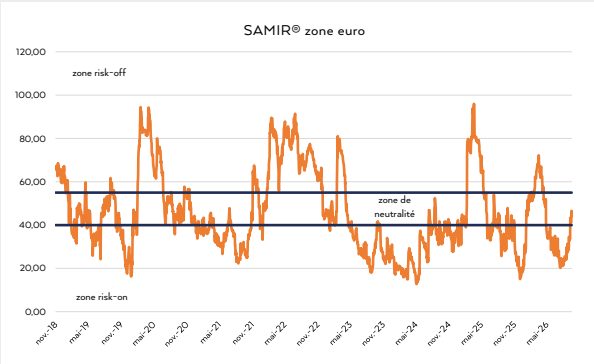
Classe d'actifs	Performance 2026	Performance sur la semaine
Pétrole	60,0%	0,8%
Actions émergentes (MSCI EM NR)	23,7%	0,0%
Actions japonaises (Topix TR)	22,9%	0,3%
Actions États-Unis (S&P 500 TR)	15,1%	1,2%
Euro Stoxx 50 (NR)	8,7%	-1,0%
Obligations émergentes (devises locales)	1,3%	0,9%
Crédit HY Etats-Unis	0,2%	0,2%
Crédit HY euro	0,1%	0,0%
Crédit IG euro	-1,4%	0,3%
Obligations État Allemagne	-2,3%	-0,1%
OR	-2,9%	1,3%
Euro - Livre sterling	-2,9%	-0,4%
Crédit IG États-Unis	-3,8%	0,6%
Obligations État Italie	-4,3%	0,2%
Obligations État États-Unis	-4,3%	0,4%
Euro - Dollar	-4,6%	-0,5%

NOS VUES DE MARCHÉS

		TRÈS NEG	NÉG	NEUTRE	POSITIF	TRÈS POSI.
ACTIONS	États-Unis	○	○	○	●	○
	Europe	○	○	○	●	○
	Chine	○	●	○	○	○
	EM Asie ex. Chine	○	○	●	○	○
	EM Latam	○	○	●	○	○
OBLIGATIONS	Taux coeurs	○	○	●	○	○
	Oblig. High Yield	○	○	●	○	○
	Oblig. Invest. Grade	○	○	○	●	○
	Oblig. sub. financières	○	○	○	○	●
	Oblig. émergentes	○	○	●	○	○
DEVISES	Euro - Dollar	○	○	●	○	○
MATIÈRES 1ÈRES	Pétrole	○	○	●	○	○
	Or	○	○	●	○	○

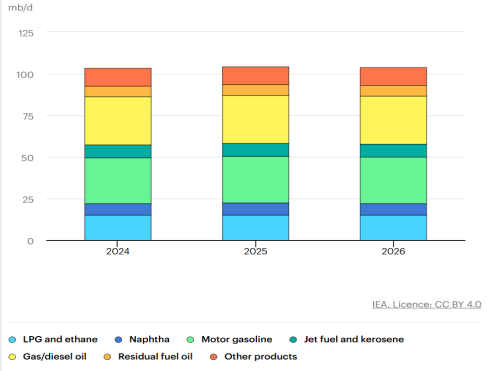
NOTRE INDICATEUR DE RISQUE : NEUTRE

SAMIR® Zone euro



LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Le diesel reste un poids lourd de la demande pétrolière mondiale



Sources des données : Bloomberg,, Auris Gestion au 12 octobre 2026. Performances dividendes réinvestis arrêtées au 9 octobre 2026.
Source du graphique de la semaine : IEA, Oil Market Report, mai 2026. Données 2026 estimées.

AURIS GESTION

157 BOULEVARD HAUSSMANN 75008 PARIS
contact@aurisgestion.com
+33 (0)1 78 41 00 31 / +33 (0)1 42 25 83 40
www.aurisgestion.com

AURIS GESTION - Société de gestion de portefeuille. Auris Gestion est agréée par l'AMF (http://www.amf-france.org/) sous le n° GP-04000069. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Document non contractuel et ne constituant pas une communication à caractère promotionnel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Auris Gestion considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée au sens de l'article D.321-15° du Code monétaire et financier.